



300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3167- MERCREDI 14 MARS 2018

PRIMATURE

Bruno Tshibala poussé à la démission

Le scandale du cabinet Tshibala à la Primature, révélé au public le 5 mars par la bagarre qui avait opposé son gendre à « l'équipe » de son directeur de cabinet, ainsi que toutes les révélations qui s'en sont suivies, risquent d'emporter l'actuel Premier mi-

nistre de la RDC. Sa gestion des affaires publiques est remise en cause et beaucoup ne jurent que par son départ de ce poste. Pour les tenants de cette option, cette décision viserait à « préserver l'image et la dignité de la République » traînées dans

la boue par le scandale qui a éclaté dans ses bureaux. Selon eux, Bruno Tshibala n'était pas la personne indiquée pour assumer ces responsabilités au moment où le pays était confronté à plusieurs difficultés liées à son développement intégral. [Page 3](#)



Bruno Tshibala



Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi

OPPOSITION

Katumbi sonne le glas du Rassemblement

En lançant sa propre plateforme électorale, l'ex-gouverneur du Katanga vient d'hypothéquer les chances de survie de la coalition de l'opposition créée à Genval (Bruxelles) en rappelant à lui tous ses affidés, au grand dam de son alter égo, Félix Tshisekedi, obligé de faire avec cette nouvelle donne. Ce qui prouve à suffisance que l'unité brandie il y a peu au sortir de la rencontre de

Genval ayant accouché du Rassemblement de l'opposition n'était que de façade. Quitte aux responsables de ce regroupement politique de l'opposition de démontrer le contraire en la revitalisant et en se dotant d'un leadership de taille, capable de l'incarner et d'en faire une réelle force politique avec laquelle il faudra compter pour les prochains enjeux électoraux. [Page 5](#)

VIE DES PARTIS

L'UDPS convoquée en congrès extraordinaire électif



Jean Marc Kabund-A-Kabund

La date du congrès extraordinaire de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a été rendue publique dans une décision du 13 mars signée par le secrétaire général, Jean-Marc Kabund a Kabund, assurant l'intérim du président national de cette formation politique. Les travaux qui auront lieu du 30 au 31 mars permettront de combler le

vide laissé par feu Étienne Tshisekedi wa Mulumba, afin de doter l'UDPS d'un nouveau président. L'UDPS avait initialement prévu de tenir son congrès le 26 février, avant que la date soit finalement repoussée sine die. Il avait été noté que l'UDPS recherchait près de cent soixante mille dollars pour l'organisation de ce congrès. [Page 2](#)

ENJEUX DE L'HEURE

L'alliance Palu-MP vole en éclats



Le siège du Palu à Kinshasa

Le Parti lumumbiste unifié (Palu) a amorcé, via ses cadres, une série des rencontres avec quelques partis de l'opposition dont le MLC et l'UNC dans la perspective de la création d'une nouvelle plateforme politique en prévision des prochains scrutins, scellant de fait, sa rupture avec la coalition au pouvoir. Tout récemment, d'ailleurs, le secrétaire permanent, Lui-

gi Gizenga, avait officiellement annoncé à la presse la fin de l'alliance entre son parti et la famille politique du chef de l'État. Et par voie de conséquence, a-t-il précisé, l'autorité morale du Palu, Antoine Gizenga, devrait instruire les mandataires membres du parti, œuvrant dans les institutions, à démissionner d'ici à la fin de la semaine. [Page 4](#)

VIE DES PARTIS

L'UDPS convoquée en congrès extraordinaire électif

Les travaux qui auront lieu du 30 au 31 mars vont permettre de choisir le successeur de feu Étienne Tshisekedi wa Mulumba.

à l'organisation de ces assises. Nombreux sont ceux qui avaient justifié ce report par la recherche du financement exigé pour cette rencontre. Au moment où

taire général adjoint et président du Rassemblement de l'opposition, Félix Tshisekedi, serait candidat à la course pour succéder à son père.

En effet, depuis le décès de son président, Étienne Tshisekedi, le 1er février 2017, l'UDPS n'a pas organisé sa succession. Les cadres du parti ont souhaité au départ que le corps de leur leader soit rapatrié et enterré en RDC, avant toute démarche dans le sens de lui trouver un successeur à la tête du parti.

On indique, par ailleurs, qu'aucune entente n'a jusque-là été trouvée entre les familles politique et biologique du défunt ainsi que le gouvernement pour organiser le rapatriement et les obsèques nationales comme souhaitées. Plus d'un an après, le vieux parti de l'opposition a enfin décidé d'organiser la succession d'Étienne Tshisekedi, bien



Le secrétaire général de l'UDPS et les autres cadres du parti

La date du congrès extraordinaire de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a été rendue publique dans une décision du 13 mars, signée par le secrétaire général, Jean-Marc Kabund a Kabund, assurant l'intérim du président national de cette formation politique. A en croire le secrétaire général, les assises attendues permettront de combler le vide laissé par feu Étienne Tshisekedi wa Mulumba, afin de doter l'UDPS d'un nouveau président.

Près de 160 000 dollars pour le congrès

L'UDPS avait initialement prévu de tenir son congrès le 26 février, avant que cette date soit finalement repoussée sine die. Il avait été noté que l'UDPS recherchait près de cent soixante mille dollars pour l'organisation de ce congrès extraordinaire.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Kinshasa, Jean-Marc Kabund avait lancé un appel aux membres et aux autres sympathisants pour contribuer

l'UDPS revient sur ce congrès, des sources soutiennent que le



PRESIDENCE DU PARTI

DECISION N° 01/UDPS/PP/2018 DU 13 MARS 2018 PORTANT CONVOCATION DU CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'UNION POUR DEMOCRATIE ET LE PROGRES SOCIAL/TSHISEKEDI

Le Secrétaire Général faisant intérim du Président du Parti,

Vu les statuts du Parti tels que modifiés et corrigés en date du 25 janvier 2013, spécialement en leur article 26 ;

Vu la décision n° 003/UDPS/PP/16 du 8 Août 2016 portant nomination du Secrétaire Général du Parti ;

Vu la décision n° 01/UDPS/PP/17 du 15 novembre 2017 portant création de la Commission Technique Préparatoire du Congrès Extraordinaire de l'Union pour Démocratie et le Progrès Social ;

Vu la décision n° 02/UDPS/PP/17 du 17 novembre 2017 portant désignation des membres de la Commission Technique Préparatoire du Congrès Extraordinaire de l'Union pour Démocratie et le Progrès Social ;

Vu le rapport final de la Commission Technique Préparatoire du Congrès Extraordinaire de l'Union pour Démocratie et le Progrès Social ;

Considérant qu'il y a lieu de convoquer le Congrès Extraordinaire en vue de l'élection du nouveau Président du Parti pour combler le vide laissé par feu Président Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA ;

Vu l'urgence et la nécessité ;

Décide :

Article 1. Il est convoqué à Kinshasa, du 30 au 31 mars 2018, le Congrès Extraordinaire électif du Président de l'Union pour Démocratie et le Progrès Social, UDPS/TSHISEKEDI

Article 2. La Commission Préparatoire du Congrès Extraordinaire du Parti est chargée de l'exécution de la présente décision.

Article 3. La présente décision entre en vigueur à la date de sa signature.

Ainsi fait à Kinshasa, le 13 mars 2018

Jean-Marc KABUND - A - KABUND

Secrétaire Général faisant intérim du Président du Parti

Siège Social : Petit Boulevard Lumumba n°2600, Quartier Résidentiel, Kinshasa/Limete-RDC.
Tél : +243 818947303 Email : usccongres@udpsdemail.com

La décision du secrétaire général, Jean-Marc Kabund

vieux parti de l'opposition a finalement trouvé des moyens pour soutenir ces travaux. Le secré-

que son corps continue à traîner dans un funérarium en Belgique.

Lucien Dianzenza

RÈGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL

Un atelier se penche sur l'évaluation externe conjointe

La rencontre réunit, depuis le 12 mars à Kinshasa, plus de soixante-dix participants venus des différents secteurs et domaines d'activités, parmi lesquels des délégués des ministères de la Santé des pays de la région africaine et des organisations internationales.

Les travaux ont été ouverts par le ministre congolais de la Santé, le Dr Oly Ilunga Kalenga. Il a rappelé que la Répu-

rait l'équivalent du Centers for disease control and prevention en RDC. Cette initiative, a-t-il renchéri, s'appuiera sur le renforcement de la direction de lutte contre les maladies, le renforcement du plateau technique de l'Institut national de recherche biomédicale et la mise en place d'un centre des opérations d'urgence.

De son côté, le Dr Allaragar Yokouidé, représentant de l'OMS en RDC, a salué « l'engagement personnel du

« L'engagement personnel du ministre de la Santé pour la tenue de cette importante activité et pour avoir soutenu et facilité la mise en œuvre de l'exercice d'auto-évaluation des capacités nationales du RSI 2005 réalisé en décembre 2017 par la RDC. »

blique démocratique du Congo (RDC) avait un rôle de premier plan à jouer dans l'agenda de la sécurité sanitaire mondiale, compte tenu de ses dimensions, de sa géographie, de sa population et de sa position au cœur de l'Afrique avec neuf pays frontaliers, et aussi compte tenu de son expertise dans la riposte contre les épidémies comme celle de la fièvre hémorragique à virus Ebola et du choléra.

Le Dr Oly Ilunga Kalenga a, par ailleurs, indiqué que son ministère avait déjà pris plusieurs initiatives pour renforcer la capacité du pays à remplir son rôle dans l'agenda global, telle que la création de l'Agence congolaise de prévention et de contrôle des maladies, qui se-

ministre de la Santé pour la tenue de cette importante activité et pour avoir soutenu et facilité la mise en œuvre de l'exercice d'auto-évaluation des capacités nationales du RSI 2005 réalisé en décembre 2017 par la RDC. »

Rappelons que le Règlement sanitaire international (RSI) est un instrument juridique international dont le but est d'aider la communauté internationale à éviter la propagation des maladies, à s'en protéger et à les maîtriser avec une action de santé publique adéquate.

En souscrivant au RSI, la RDC s'est engagée à développer davantage ses capacités à prévenir, à détecter les risques de santé publique, et à y répondre rapidement.

Aline Nzuzi

ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni MAssela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Comptabilité et administration : Lino-Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC
Tél. (+243) 015 166 200

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie :

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole

Assistante commerciale : Hortensia

Olaboré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moum-

belé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sالا

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE

(INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial

Mombongo

Chef de service préresse : Eudes Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -
République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRIMATURE

Bruno Tshibala poussé à la démission

Un scandale survenu au début de ce mois au cabinet du Premier ministre risque de l'emporter en vue de « préserver l'image et la dignité de la République » trainées dans la boue.

La bagarre ayant opposé, le 5 mars, le gendre de Bruno Tshibala à « l'équipe » de son directeur de cabinet ainsi que toutes les révélations qui ont suivi risquent de pousser le Premier ministre à la sortie. Sa gestion des affaires publiques est remise en cause et beaucoup ne jurent que par son départ de ce poste.

Déjà, les acteurs politiques de l'opposition, même ceux qui, normalement, devraient être avec Tshibala, disent découvrir que le chef de l'État aurait fait un mauvais choix, dans la liste de primaturables qu'Olenghankoy lui avait remise. Pour eux, Bruno Tshibala n'était pas la personne indiquée pour assumer ces responsabilités au moment où le pays était confronté à plusieurs problèmes. « De la façon dont il est venu à la Primature, le pays ne pouvait rien attendre de lui, si ce ne sont pas des scandales du genre qu'il a offerts à l'opinion », a réagi un politique qui affirme n'avoir jamais cru en Bruno Tshibala. Parmi ceux qui



Bruno Tshibala

attendent qu'il rende son tablier, figurent des membres de la société civile congolaise, constitués en panel d'experts. Le coordinateur de ce panel, Dieudonné Mushagalusa, a, en effet, rapporté à la presse que la démission du Premier ministre est exigée pour « préserver l'image et la dignité de la République ». Ce panel reprocherait à Bruno Tshibala le népotisme, les bagarres, la mauvaise gestion et l'incompétence. « Nous avons appris avec amertume les événements malheureux qui se sont succédé à la Primature depuis la prise de

fonctions de l'actuel Premier ministre. Nous exigeons immédiatement la démission de M. Bruno Tshibala pour préserver la dignité et l'image de la République. À défaut de sa démission, nous exhortons le parlement d'organiser sa déchéance dès la session de mars 2018 », a-t-il dit.

Aussi ce panel d'experts de la société civile exhorte-t-il la famille politique du Premier ministre de proposer au chef de l'État un autre candidat à ce poste qui « permettra au pays de cheminer vers les élections libres et transpa-

rentes ». Il est rappelé que cette bagarre à la Primature, dont les images ont circulé sur les réseaux sociaux et qui ont été abondamment commentées, a déjà emporté le directeur de cabinet de Bruno Tshibala, Michel Nsomwe, qui a déposé sa démission, le 8 mars, auprès du vice-Premier ministre, ministre des Transports et voies de communication, José Makila, assumant l'intérim de Premier ministre.

Le directeur de cabinet Nsomwe aurait craqué

Dans une interview accordée à « Top Congo », deux jours après ce scandale, Michel Nsomwe avait confirmé que la Primature était une « pétaudière » avec un sur-nombre des membres du cabinet, près de huit cents, au profit desquels étaient émis des ordres de mission fantaisistes, et à qui on versait non pas de salaires mais des primes « humanitaires ». Pour le Premier ministre, la sortie médiatique de son directeur de cabinet était un « manquement grave ». Michel Nsomwe aurait, en effet, dit plus qu'il ne le fallait lors de cette sortie médiatique, alors qu'il devait se contenter d'user de la langue de bois pour protéger son patron. « Et partout dans le monde, lorsqu'un grave

manquement est commis, il altère les rapports et invite à prendre des décisions qui s'imposent », lui a alors rétorqué le Premier ministre qui se confiait à « Jeune Afrique » depuis Londres où il séjournait.

Consécration du retard pour l'organisation des élections

Beaucoup craignent que la démission probable du Premier ministre, qui consacrera le départ de tout le gouvernement, justifie le retard dans l'organisation des élections attendues en décembre. La crainte, pour cette opinion, est que cette situation soit reprise par les gestionnaires de ces élections, en vue de justifier leur non-organisation à la date échue.

Pour les tenants de cette thèse, plusieurs options se présentent sur la table. Il s'agira notamment de remplacer Bruno Tshibala par quelqu'un qui ferait l'unanimité et dont la nomination respecterait les prescrits de l'Accord de la saint-Sylvestre, soit de continuer avec Tshibala mais, tout en respectant le calendrier publié par la Céni, qui prévoit l'organisation des élections présidentielle et parlementaires au 23 décembre 2018. Entre-temps, chacun fait des calculs selon sa vision de l'affaire.

Lucien Dianzenza

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Sandrine Mubenga invente une nouvelle technologie révolutionnaire

La Congolaise, professeure à l'université de Toledo (Etats-Unis) et ingénieure en électricité, a développé la technologie « Bi-level Equalizer », un égaliseur de batteries à Lithium-Ion, utilisées pour les voitures électriques et hybrides, les réseaux électriques, les satellites et dans le domaine aérospatial. « Bi-level Equalizer » permet d'équilibrer les cellules de batteries connectées en série et augmente la capacité de la batterie de plus de 30% ainsi que sa longévité.

Le Courrier de Kinshasa (L.C.K.): En quoi consiste la nouvelle technologie que vous avez développée ?

Sandrine Mubenga (S.M.) : La nouvelle technologie que nous avons développée s'appelle « Bi-level Equalizer ». C'est un égaliseur de batteries à Lithium-Ion dont le rôle est d'équilibrer les cellules de batteries connectées en série. Une batterie est un ensemble de cellules connectées en série. Les cellules sont semblables à des verres d'eau. Et l'eau représente la charge de la cellule. Pour bien gérer une batterie, il faut que le niveau d'eau soit le même dans tous les verres. D'une manière technique, l'état de charge (SOC) qui est mesuré en volts doit être le même dans chaque cellule. Quand l'état de charge est différent dans une cellule par rapport au reste des cellules, on dit que c'est une cellule faible, « weak cell ». Ce problème de cellule faible doit absolument être résolu car cela entraîne l'augmentation des risques d'incendie, la réduction de la longévité

de la batterie, sa charge incomplète et sa décharge incomplète.

Sur le marché actuel, deux types de technologies existent pour régler le problème du « weak cell » : les égaliseurs passifs et actifs. Les égaliseurs passifs sont moins cher mais ont une faible performance car ils dissipent seulement l'énergie de la cellule : ils enlèvent l'eau des verres pleins pour réduire le niveau de l'eau à celui de la cellule faible. Ils n'améliorent pas la performance et la capacité de la batterie car ils ne peuvent pas ajouter de charge (eau) dans chaque cellule (verre). Pour pallier ce problème, les égaliseurs actifs, quant à eux, transfèrent la charge (l'eau) entre les cellules (verre) mais ils coûtent dix fois plus cher que les égaliseurs passifs. C'est pourquoi, les utilisateurs



Sandrine Mubenga a déjà inventé un modèle de voiture hybride

préfèrent acheter les égaliseurs passifs qui coûtent moins cher malgré la mauvaise performance. Ces deux options ne sont pas satisfaisantes pour une batterie qui doit fonctionner longtemps avec une bonne performance. C'est ainsi que « Bi-level Equalizer » offre une solution qui coûte moins cher comme les égaliseurs passifs mais avec une performance élevée comme les égaliseurs actifs. C'est le premier genre d'égaliseurs hybride qui combine des unités d'égaliseurs actifs à des égaliseurs passifs. C'est ainsi que notre technologie est brevetée aux Etats-Unis. C'est donc un soulagement

pour les utilisateurs de systèmes de stockage de batterie à Lithium-Ion utilisés dans les voitures électriques, hybrides, systèmes solaires, réseaux électriques, satellite et dans l'aérospatial. Le « Bi-level Equalizer » augmente la capacité de la batterie de plus de 30% et augmente sa longévité car les cellules sont balancées.

L.C.K. : À quel stade êtes-vous actuellement dans le développement de cette technologie ? Et quand pourra-t-elle être opérationnelle ?

S.M. : Nous avons testé cette découverte dans nos laboratoires et nous avons développé plusieurs logiciels et applications pour aider à la phase du design. Nous avons construit des prototypes et nous les avons testés dans le labo avec un système de batterie et c'est ainsi que nous avons eu le brevet. La prochaine étape sera d'incorporer le « Bilevel Equalizer » à une application et tester le système sur le terrain. Par application, je veux dire une voiture électrique, hybride, ou un système de stockage d'énergie pour le réseau électrique (grid). J'en profite pour inviter toute compagnie qui s'intéresse à notre technologie à nous contacter pour voir dans quelle mesure nous pouvons faire un prototype pour leur système. Voilà en bref ce que je suis allée expliquer à l'Advanced Design and Manufacturing Expo à Cleveland, OH où j'étais invitée

comme speaker. Notre technologie a été très bien accueillie, la salle était pleine et le public satisfait de cette nouvelle technologie.

L.C.K. : Quelle est l'importance d'une telle technologie pour les pays africains en général et la RDC en particulier ?

S.M. : Curieusement, la RDC était absente lors de l'Advanced Design and Manufacturing Expo, alors que cette technologie devrait l'intéresser au moment où le monde entier parle du cobalt dont la RDC détient 50% des réserves mondiales. Le cobalt est utilisé dans la fabrication des batteries à Lithium-Ion. Après cette conférence, la presse américaine (anglophone) a relayé l'information de cette découverte. Mais malheureusement aucune presse africaine, même congolaise, ne s'est intéressée à l'information. Heureusement, vous êtes le premier journaliste francophone à vous intéresser à cette information.

L.C.K. : Le projet est porté par l'université de Toledo ou par votre entreprise SMIN Power ?

S.M. : Ce projet sur lequel je travaille fait partie de ma recherche en tant que professeure à l'université de Toledo, Ohio. C'est donc dans le cadre de l'université et non de ma société SMIN Power Group dont les activités continuent à Kinshasa.

Patrick Ndingidi

ENJEUX DE L'HEURE

L'alliance Palu-MP vole en éclats

Le Parti Lumumbiste unifié (Palu) a amorcé, via ses cadres, une série de rencontres avec quelques partis de l'opposition dont le MLC et l'UNC dans la perspective de la création d'une nouvelle plate-forme politique en prévision des prochains scrutins, scellant de fait sa rupture avec la coalition au pouvoir.

Hier partenaire incontournable de la majorité présidentielle (MP) aux élections de 2006 ayant conduit à la victoire de Joseph Kabila face à Jean-Pierre Bemba, le Palu croit le moment venu de prendre ses distances par rapport à la coalition au pouvoir. Le deuxième acte de ce partenariat politique s'étant joué en 2011 sur fond d'une baisse sensible des sièges remportés aux législatives, le Palu ne constituait plus un allié de taille pour la MP. Toute la



Joseph Kabila et Antoine Gizenga

trame de la déception du parti d'Antoine Gizenga trouve son fondement dans cette déconvenue électorale qui justifie sa boude actuelle allant jusqu'à entraîner une rupture d'alliance.

Lorsque le Palu avait pris la liberté de réclamer une évaluation de son partenariat avec la MP sans s'empêcher de lorgner ailleurs, d'aucuns y avaient vu un signe avant-cou-

reur d'une rupture qui tendait à se dessiner. Aujourd'hui, cela est quasi consommé. Tout récemment, d'ailleurs, le secrétaire permanent, Luigi Gizenga, avait officiellement annoncé à la presse la fin de l'alliance entre son parti et la famille politique du chef de l'État.

Et par voie de conséquence, a-t-il précisé, l'autorité morale du Palu, Antoine Gizenga, de-

vrait instruire les mandataires membres du parti, œuvrant dans les institutions, à démissionner d'ici à la fin de la semaine.

Parallèlement à cela, les cadres du Palu s'activaient déjà sur le terrain en quête de nouvelles alliances politiques. Est-ce l'ambition exprimée en son temps par le PPRD, parti-phare de la MP, de se muer demain en une grande plate-forme électorale pour gagner seul les élections en se passant éventuellement de ses alliés circonstanciels qui a motivé le départ du Palu de la coalition au pouvoir ? Peut-être. Mais ce qui est évident, c'est que le Palu qui a toujours réclamé une certaine autonomie d'action dans le giron de la MP, convole aujourd'hui avec l'opposition. Le secrétaire permanent, Luigi Gizenga, et son adjoint, Ado-

lphe Muzito, multiplient ces derniers temps des contacts avec quelques partis de l'opposition. Après la rencontre la semaine dernière avec les responsables du Mouvement de libération du Congo (MLC), cette fois-ci, c'est le tour de Vital Kamerhe et de Molendo Sakombi de l'UNC d'être approchés par ces deux cadres du Palu.

Des avancées notables ont été enregistrées lors de ces différentes rencontres censées déboucher sur la constitution d'une nouvelle plate-forme en prévision des prochains scrutins. La tripartite UNC-Palu-MLC pourrait intervenir incessamment pour jeter les bases de ce nouveau regroupement politique dont l'objectif est de ratisser large en balisant la voie à une victoire électorale que l'on veut certaine.

Alain Diasso

IMPRIMERIE * DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

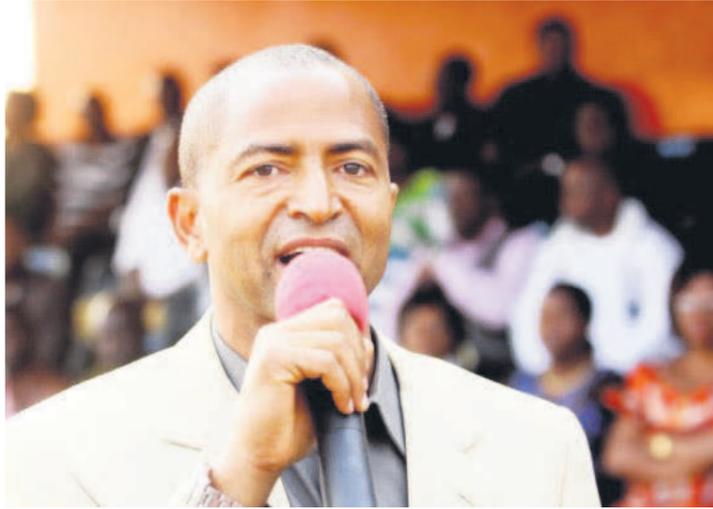
84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



OPPOSITION

Katumbi sonne le glas du Rassemblement

En lançant sa propre plateforme électorale, l'ex-gouverneur du Katanga vient d'hypothéquer les chances de survie de la coalition créée à Genval (Bruxelles). Il a appelé à lui tous ses affidés, au grand dam de son alter égo, Félix Tshisekedi, obligé de faire avec cette nouvelle donne.



Moïse Katumbi

Les grandes manœuvres politiques ont commencé dans l'opposition congolaise à près de dix mois des élections prévues d'ici à décembre. Une sorte de branle-bas est en train de s'observer au sein des partis politiques qui cherchent, d'ores et déjà, à mieux se positionner pour affronter les prochaines joutes électorales. L'heure est désormais aux alliances de toute sorte, même au-delà des bases idéologiques. Tout ce qui importe, c'est gagner ensemble les élections pour espérer avoir droit de cité au moment de la redistribution des cartes. Inévitablement, l'on tend vers la constitution de grands ensembles au sein d'une opposition plurielle qui n'a jamais trouvé la clé de l'unité pour faire bloc face à une majorité bien en place.

À près de dix mois des élec-

tions, l'opposition continue, en effet, à étaler ses divergences. La guerre des égo a refait surface. Chacun tente de tirer la couverture de son côté, preuve que l'unité brandie il y a peu au sortir de Genval comme un trophée n'était que de façade. Un trompe-l'œil. Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, issu du conclave de Bruxelles, est aujourd'hui en train de battre de l'aile. Le G7 et l'Alternance pour la République (AR), deux grands regroupements politiques affiliés à cette plateforme, ont pris leur liberté en convolant avec

Moïse Katumbi, initiateur d'« Ensemble pour le changement », la nouvelle plateforme électorale censée appuyer sa candidature à la présidence. Le G7 et l'AR qui n'ont jamais fait mystère de leur soutien au riche homme d'affaires, leur candidat déclaré à la présidentielle, n'était pas du tout dans leur assiette au sein du Rassemblement. En témoigne leur rapprochement difficile avec l'UDPS, le parti-phare de la plateforme.

Une guerre de leadership

Pour l'UDPS, le G7, l'AR et d'autres partis apparentés cherchaient à accaparer le

Rassemblement pour en faire une machine électorale au service de l'ex-gouverneur du Katanga. En effectuant le déplacement d'Afrique du Sud pour entériner la candidature à la présidence de Moïse Katumbi et, partant, apporter leur caution à sa nouvelle plateforme électorale, Pierre Lumbi, Delly Sessanga, Olivier Kamitatu et autres ont été littéralement tancés par les ténors de l'UDPS qui les ont taxés de traîtres. Pour des esprits avertis, cette escapade des pro Katumbi était prévisible vue les ambitions, somme toute, légitimes nourries par l'ex-gouverneur qui, à l'évidence, cherchait un cadre pour mieux exprimer ses aspirations. Le Rassemblement, avec toutes ses contradictions et ses querelles intestines, était loin de booster son aura et le propulser au sommet de l'État, surtout qu'en embuscade se trouvait un certain Félix Tshisekedi qui n'a jamais revu à la baisse ses prétentions à jouer les premiers rôles dans le microcosme politique congolais.

Entre les deux hommes couvait une guerre de leadership

pour le contrôle de la frange de l'opposition dite radicale. Katumbi, plus malin, a brouillé les pistes et devancé son alter égo appelé à puiser dans ses ressources imaginatives pour tenter de rebondir politiquement à présent que le Rassemblement dont il est président s'est affaibli avec le retrait de l'AR et du G7. Difficile donc pour Félix de tirer son épingle du jeu dans ce nouveau tableau de l'opposition congolaise. Candidat à la succession de son défunt père à la présidence de l'UDPS, il devra batailler dur pour que sa requête soit avalisée au prochain congrès. Ce qui n'est toujours pas évident dans un parti qui veut se démarquer de tout relent dynastique.

En lançant sa plateforme électorale, Moïse Katumbi vient d'hypothéquer les chances de survie du Rassemblement de l'opposition. Quitte aux cadres de cette plateforme de démontrer le contraire en se dotant d'un leadership de taille capable de l'incarner et d'en faire une réelle force politique avec laquelle il faudra compter pour les prochains enjeux électoraux.

Alain Diasso

MEURTRE DE DEUX EXPERTS DE L'ONU

Sécurité toujours précaire au Kasai

Un an après le meurtre des deux fonctionnaires onusiens, la sécurité reste précaire au Kasai dans le centre de la République démocratique du Congo, où les militaires ont tué lundi deux personnes en traquant un milicien selon des sources locales.

Le 12 mars 2017, la Suédo-Chilienne Zaida Catalan et l'Américain Michael Sharp ont été tués au cours de leur enquête sur des fosses communes dans cette région en proie à des troubles depuis septembre 2016. Un an après, les audiences du procès de leurs assassins présumés devant un tribunal militaire sont suspendues depuis le 22 octobre, à la grande surprise des avocats. Les autorités congolaises affirment que les deux experts ont été tués par des «terroristes» du mouvement Kamuina Nsapu, entrés en rébellion après la mort de leur chef traditionnel dans un assaut de l'armée en août 2016. Une enquête de Radio France internationale (RFI) et de l'agence Reuters avait évoqué, le 20 décembre, une implication de trois agents de l'État «dans l'organisation de la mission qui a coûté la vie aux deux experts». Un an après, les combats entre forces de sécurité et miliciens, qui ont fait plus de trois mille morts d'après l'Église catholique et plus d'un million de déplacés, ont cessé mais la sécurité

reste précaire. Deux personnes ont ainsi été tuées, lundi, à 65 km de Kananga par des militaires traquant un chef Kamuina Nsapu du nom de Nsabanga, ont rapporté des sources de la société civile locale. «Les forces de l'ordre étaient à la recherche du chef milicien Nsabanga. Quand il a vu les militaires, il a pris la fuite et a abandonné trois armes dont deux calibres 12 de fabrication locale et une arme automatique. Les deux personnes ont reçu des balles perdues et malheureusement sont mortes», a confirmé un responsable administratif local, Clément Apachakua Mitendi. La société civile signale, en outre, que les militaires ont incendié près de trente maisons des personnes soupçonnées d'avoir hébergé le chef milicien Nsabanga.

Depuis début 2018, ce chef de la milice de Kamuina Nsapu ne cesse d'envoyer des messages promettant une attaque contre la ville de Kananga.

Début janvier, quatre militaires en faction à l'aéroport de Kananga avaient été tués dans un raid attribué aux hommes de Nsabanga. Les abbés de l'archidiocèse de Kananga ont envoyé la semaine dernière aux autorités un memorandum dénonçant «une forte psychose due aux enlèvements des personnes devenues monnaie courante et des arrestations arbitraires».

AFP



LE COURRIER DE KINSHASA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

BON PLAN!

RECRUTEMENT

Distribuez nos produits & Gagnez de l'argent

FILLES JEUNES ET DYNAMIQUES

rejoignez notre équipe marketing

+243.856.43.6723

immeuble ex FORESCOM, 1er niveau
Avenue des Douanes n°4
Kinshasa, Gombe - RDC

AFRIQUE

Les États-Unis apportent une aide humanitaire supplémentaire de 533 millions de dollars

L'annonce faite par le secrétaire d'État américain, Rex Tillerson, concerne l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan du Sud, le Nigeria et les pays de la région du lac Tchad, où la population doit faire face à l'insécurité alimentaire ainsi qu'à la malnutrition suite à des conflits et à une sécheresse persistante.

Le nouveau financement promis va permettre de fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence, des abris d'urgence à la population vulnérable. Il va également soutenir des programmes d'accès à l'eau potable, aux soins de santé d'urgence et à des programmes d'hygiène « pour traiter et prévenir la propagation des maladies », indique un communiqué.

L'aide américaine veut également permettre « la réunification des familles séparées par les conflits ». Ainsi, 184 millions de dollars iront à la population affectée du Soudan du Sud, 110 millions de dollars à celle d'Éthiopie, 110 millions de dollars en Somalie et plus de 128 millions de dollars à la population au Nigeria et aux pays de la région du lac Tchad.

La région du lac Tchad et le Soudan du Sud sont confrontés à des conflits, à l'origine d'insécurité alimentaire. En Somalie, la violence et « une sécheresse grave et prolongée » sont à l'origine d'une situation humanitaire dégradée. En Éthiopie, c'est une longue sécheresse qui a exacerbé l'insécurité alimentaire. « Mais à terme, il appartient aux dirigeants de ces pays, en particulier au Soudan du Sud, de mettre fin aux violences et de placer le bien-être de leurs citoyens au premier plan de leurs actions. », souligne le communiqué.

Ajoutant : « Des millions de personnes continueront d'être menacées aussi longtemps que les parties à ces conflits continueront de s'engager dans la violence. Les États-Unis appellent toutes les parties à permettre aux travailleurs humanitaires d'avoir un accès sûr et sans entraves qui leur permette de venir en aide aux communautés dans le besoin ».

Noël Ndong

ENTREPRENEURIAT

Des étudiants congolais de France échangent sur le parrainage dans les affaires



AECF-Photo de groupe à l'issue de la première Journée de parrainage en mars 2018 à Paris (DR)

Le Centre Paris Anim'Curial du dix-neuvième arrondissement a accueilli, le 10 mars, la première journée entre étudiants et parrains dans la perspective de création d'entreprise.

La rencontre a été organisée à l'initiative de l'Association étudiants congolais de France qui a voulu, en une année à peine de son existence, inscrire à son actif une activité de mise en valeur de ses adhérents quant à leur créativité et à leurs atouts

un cadre ou un chef d'entreprise : gage de succès », les participants ont échangé sur les tables rondes suivantes : « Entreprendre oui, mais dans quels secteurs ? » ; « Etudes du marché et construction du business plan » ; « Typologie de finance-

« Parce que nous sommes en quête de notre avenir, admettent les étudiants, cette initiative de parrainage est importante pour nous jeunes pour étudier aujourd'hui en France et investir demain au Congo »

susceptibles de leur permettre d'être parrainés. En effet, dans un monde qui bouge, les étudiants congolais ont compris qu'une des solutions, à leur retour au pays, passe désormais par la création d'entreprise. Ainsi, au cours de cette journée qui a eu pour thème principal « Entreprendre et/ou se faire parrainer par

ment et de projets » et « Comment gérer et pérenniser son entreprise ? ».

Cette rencontre entre intervenants et étudiants, rendue possible grâce à Christophe Hemery, responsable marketing chez ERNST & YOUNG et au soutien de l'association RICE présidée par Ambroise Loembé, a permis de tisser le lien avec

l'entreprise de tous les secteurs. A en croire les différents intervenants, devenus à l'issue de la rencontre des parrains, les secteurs d'investissements sont multiples au Congo. De la culture en passant par l'agriculture, l'agrobusiness ou le tourisme sont des marchés potentiels.

Tous unanimes, ils ont reconnu dans les échanges que l'entrepreneuriat est une des réponses pour la diversification de l'économie congolaise, une porte de sortie parmi tant d'autres. Certes, le congolais a la chance de faire de grandes études. « Mais, n'attendez pas les solutions d'entreprendre venant de l'Etat », ont conseillé les parrains. En parallèle, ils ont donné des conseils pratiques sur le montage de projets, la recherche de fonds ou comment porter jusqu'au bout son projet. « Parce que nous sommes en quête de notre avenir, admettent les étudiants, cette initiative de parrainage est importante pour nous jeunes pour étudier aujourd'hui en France et investir demain au Congo ».

Marie Alfred Ngoma

 Les Petits déjeuners Management

Brazzaville, jeudi 15 Mars 2018 / Immeuble ELBO Suites
8H00

 **VIZEUM**
MANAGEMENT CONSULTING

STRATEGIES ET ETUDES.
MANAGEMENT OPERATIONNEL.
CAPITAL HUMAIN ET TRANSFORMATION.
FINANCES PUBLIQUES.

THEME :

Mixité et leadership des femmes en entreprise en Afrique, leviers incontournables de performance

Sur invitation uniquement

VIZEUM Management Consulting
Immeuble Le Flamboyant - Quartier CLAIRON - Brazzaville - Congo / Tel : 01 955 55 55 - email : contact@vizeumconsulting.com

BRÈVES

SOUDAN

Le gouvernement soudanais a décidé de s'ouvrir aux investissements dans l'uranium après consultation des autorités de sécurité. La réunion entre le ministre soudanais du Commerce, Hatim Al-Sir, et Omar el-Béchir a abouti à un accord pour amender les législations en matière de commerce, de devises étrangères et d'exploitation minière du pays, qui interdisent le trafic, le stockage et l'exportation de métaux précieux en dessous de la norme ou de tarifs indicatifs sur les marchés internationaux. En juillet 2015, la Compagnie d'études géologiques du Soudan a annoncé que les entreprises russes recevraient la priorité pour explorer et extraire l'uranium radioactif au Soudan, en raison de leur technologie avancée.

GABON

Les experts de la Banque des États de l'Afrique centrale prévoient cette année une croissance économique oscillant entre 2,7% et 3%. Cette bonne performance par rapport à l'année dernière sera portée par la hausse du prix du baril de pétrole, les investissements directs dans le secteur minier et la confiance retrouvée des investisseurs due notamment au règlement de la dette intérieure. Pour rappel, l'économie gabonaise avait, en 2016, enregistré une croissance de 2,1% avant de marquer l'année suivante un net repli. Les autorités gabonaises ont alors essayé de réagir en mettant sur pied, en janvier 2017, un Plan de relance économique avec l'appui de la Banque africaine de développement et du Fonds monétaire international.

CENTRAFRIQUE

Les travailleurs humanitaires présents dans la ville centrafricaine de Bangassou (sud-est) menacent de cesser leur assistance après que la base d'une ONG a été vandalisée par des hommes armés qui appartiendraient à des groupes d'autodéfense. Ces hommes armés avaient investi la base de l'ONG néerlandaise Cordaid et l'ont entièrement pillée. Un dépôt de produits pharmaceutiques, des outils de travail, des motos et même des sièges ont été emportés. Ils se sont ensuite dirigés vers le local de Médecins sans frontières et l'ont partiellement vandalisé. Au pic de la crise à Bangassou courant mai 2017, Cordaid avait malgré tout maintenu sa présence dans la ville dans le but d'apporter son assistance à la population, en fournissant aux formations sanitaires de la région des médicaments.

CAMEROUN

Le pays enregistre une balance commerciale déficitaire de 1 089,5 milliards F CFA en 2017. Elle enregistre cependant une réduction de 38,2 milliards F CFA par rapport à l'année 2016. Les échanges extérieurs, au cours de l'année 2017, ont été marqués par des baisses de 8,2 % en volume et 3,8% en valeur. Cette réduction résulte essentiellement de l'excédent enregistré sur les échanges de pétrole brut, dû à la baisse des importations de ce produit, en raison de l'arrêt technique observé à la Société nationale de raffinerie au premier trimestre 2017. La balance commerciale hors pétrole brut du pays enregistre une hausse de 13,0% par rapport à l'année 2016 et est déficitaire de 1 705,5 milliards F CFA en 2017. Le taux de couverture hors pétrole se détériore d'environ six points pour se situer à 40,0% en 2017.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

CROISSANCE MONDIALE

L'OCDE relève ses prévisions pour 2018-2019

Dans son évaluation intermédiaire, rendue publique le 13 mars, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) estime que l'économie mondiale devrait croître de 3,9% durant les deux années.

C'est dire que cette croissance devrait être supérieure de 0,2 point pour 2018 et de 0,3 point pour 2019 par rapport aux prévisions publiées en novembre dernier. Cette évolution s'explique, selon l'OCDE, par la fin de la crise financière. Malgré cela, le rapport invite les pays à « insuffler une nouvelle dynamique à leurs efforts », notamment sur le plan des réformes fiscales.

« La croissance est stable ou s'améliore dans la plupart des pays du G20 et l'expansion se poursuit », a déclaré le chef économiste de l'organisation par intérim, Alvaro Pereira. « Nous pen-

sons que l'économie mondiale sort enfin de la crise financière », a-t-il estimé, soulignant qu'il était important d'éviter une escalade des tensions commerciales.

Pour ce faire, Alvaro Pereira a appelé les gouvernements à « se reposer sur les solutions

« Nous pensons que l'économie mondiale sort enfin de la crise financière »

collectives » pour gérer la surproduction d'acier. Il a exprimé l'inquiétude de l'OCDE sur un relâchement des réformes structurelles dans les grandes économies. « Aujourd'hui c'est le bon moment pour réformer », a lancé l'économiste en chef lors de la présentation du rapport.

Le rapport s'appesantit sur les réformes fiscales américaines ainsi que sur les récentes réformes en France et se dit « optimiste » en ce qui concerne la croissance tant aux États-Unis qu'en France. « La réforme fiscale américaine est l'un des facteurs clés derrière les révisions à la hausse au niveau mondial, avec une augmentation prévue de l'investissement public allemand », note le texte. Les mesures fiscales dans ce pays « pourraient contribuer entre 0,5 et 0,75 point supplémentaire à la croissance du PIB en 2018 et 2019 », espère-t-on.

S'agissant des réformes engagées récemment en France, l'OCDE signale qu'elles permettent le maintien d'une croissance solide alors que celle-ci était prévue jusque là à la hausse du PIB de 1,8 en 2018 et de 1,7% l'année suivante.

Nestor N'Gampoula

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le Niger s'oppose à l'envoi de militaires italiens sur son territoire

Réagissant à une information de la presse italienne faisant cas de l'envoi de militaires italiens dans son pays, le ministre d'Etat nigérien de l'Intérieur et de la sécurité publique, Mohamed Bazoum, a démenti ces allégations lundi sur la presse internationale, définissant la mission comme « inconcevable ».

En décembre dernier, le président du conseil italien, Paolo Gentiloni, aurait annoncé que les gouvernements italien et nigérien avaient signé une convention, au terme de laquelle l'Italie s'engageait à déployer au Niger un premier contingent d'environ cent cinquante militaires pour former les forces nigériennes à la lutte contre le terrorisme au Sahel et au contrôle des flux migratoires à destination des côtes européennes. A terme, la mission italienne de-

vrait se composer de quatre cent-soixante-dix militaires dotés de cent cinquante véhicules.

Le quotidien italien Corriere della Sera, a dans une récente parution, fait mention de deux lettres du ministre nigérien de la Défense, Kalla Moutari, envoyées à son homologue italienne, Roberta Pinotti, demandant une intervention militaire à l'Italie.

Réagissant sur RFI lundi, le ministre Mohamed Bazoum a nié tout contact entre Rome et Niamey à ce sujet, déclarant avoir appris la nouvelle de l'envoi des militaires « par les médias ».

« Nous n'avons jamais adressé de telles lettres à l'Italie. Cela ne relève pas tout à fait de la réalité », a-t-il martelé. Il a rappelé à l'occasion le refus définitif de son pays de l'envoi d'une mission militaire italienne de quatre cent-soixante-

dix hommes sur son territoire.

Il est à souligner que l'annonce de l'envoi de la mission militaire au Niger intervient à un moment où la présence des bases militaires étrangères dans le pays est fortement contestée par de nombreux citoyens nigériens, dont certains regrettent « une recolonisation militaire du Niger » et accusent ces puissances de vouloir « transférer le combat chez nous ».

En effet, depuis près de deux ans, certaines puissances occidentales, dont la France, les États-Unis et l'Allemagne ont décidé de faire du Niger, vaste pays du Sahel à cheval entre l'Afrique noire et le Maghreb, leur base en Afrique subsaharienne pour mener efficacement la lutte contre les forces terroristes et autres trafiquants de drogues qui écument la bande sahélo-saharienne.

Des scientifiques chinois et allemands découvrent un fossile d'amidon de 280 millions d'années

Un groupe de chercheurs chinois et allemands ont découvert un fossile d'amidon datant d'au moins 280 millions d'années, soit le plus ancien du genre.

Les scientifiques ont trouvé des mégaspores de lycopodiopsida recouverts d'un matériau granuleux dans un gisement de charbon du district de Baode, dans la province chinoise du Shanxi (nord), a indiqué mardi l'Institut de géologie et de paléontologie de Nanjing.

Une analyse aux rayons X et un examen par micro-imagerie a révélé que ces mégaspores se composaient de carbone et d'oxygène. Elles présentent une remarquable similitude

avec les grains d'amidon des plantes actuelles en termes de taille, de forme et de propriétés optiques, indiquant qu'elles étaient des granules d'amidon, il y a 280 à 290 millions d'années.

Généralement, l'amidon ne peut être préservé dans le sol plus de 600 ans sans être protégé par des objets en pierre. Cependant, selon Liu Feng, chercheur de cet institut dépendant de l'Académie des sciences de Chine, le gisement de charbon a probablement créé un environnement permettant de prévenir la décomposition de l'amidon par des champignons, l'eau ou des bactéries.

Les scientifiques estiment que cet amidon est très similaire à une par-

tie comestible d'élaïosome sur les graines des plantes modernes, qui dépendent des animaux pour disperser leurs graines.

Cette similarité indique que bien avant l'apparition d'oiseaux et de fourmis, certains végétaux de type lycopodiopsida étaient déjà capables de mener une photosynthèse et de stocker du glucose sous forme d'amidon.

« Les plantes avaient établi un mutualisme plante-animal et attiré les escargots, les cafards et d'autres animaux par l'amidon pour aider à disperser leurs spores », a indiqué Liu Feng. Cette découverte a été publiée dans la dernière édition de la revue Geology.

Xinhua

COOPÉRATION SINO-AFRICAINE

Wang Yi invite les Africains à continuer à prendre « le train express » du développement

En marge des sessions parlementaires annuelles tenues le 8 mars, à Beijing, le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, a animé une conférence de presse sur la politique étrangère et les relations extérieures de la Chine.

« *Quels que soient les changements dans le monde et quoique les gens disent, la profonde amitié entre la Chine et l'Afrique restera toujours inébranlable, et le concept de sincérité, de pragmatisme, d'amitié et de franchise que poursuit la Chine dans les relations sino-africaines ne changera pas.* », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi. Par ailleurs, le diplomate chinois s'est félicité du maintien de l'en-

gagement de la Chine en Afrique. En fonction de leurs besoins réels, la Chine, a-t-il dit, travaillera pour renforcer les efforts de bons offices dans le règlement des points chauds et intensifier la coopération dans la lutte contre le terrorisme, la piraterie et les calamités naturelles, « *pour aider les pays africains à accroître sans cesse leurs capacités de préserver la paix et la sécurité* ».

Il estime que les pays africains sont des partenaires importants et indispensables dans la nouvelle marche pour la construction de l'humanité.

Depuis le XVIII^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), les actions diplomatiques ont réalisé des accomplissements sans précédent, salués par l'ensemble du peuple chinois. Avec la tenue du

XIX^e congrès du PCC, le ministre chinois des Affaires étrangères a, au cours de cette conférence de presse, présenté les temps forts de la diplomatie chinoise en 2018. Parlant de la diplomatie chinoise, il a fait savoir qu'elle sera marquée cette année par quatre événements importants en Chine : la session annuelle du Forum de Bo'ao pour l'Asie à Hainan ; le sommet de l'Organisation de Coopération de Shanghai ; le forum sur la coopération sino-africaine à Beijing en septembre, qui se penchera sur l'initiative « la ceinture et la Route ».

« *Nos frères et sœurs africains saisiront les opportunités offertes par ce sommet pour participer, sur tous les plans, à la construction de ce projet et insuffler de nouvelles vitalités au partenariat de coopération stratégique global sino-africain* », a dit Wang Yi, précisant que « la Ceinture et la Route » est une plateforme de la coopération internationale qui fonctionne selon

la loi du marché. La Chine organisera aussi la première exposition internationale qui se penchera sur l'ouverture du marché.

« *La Chine accueillera tous les pays du monde et leur montre-*

« Il est temps d'arrêter de parler de la menace de la Chine »

ra le potentiel de son marché. Nous serons heureux de voir les autres pays participer au développement de la Chine et en bénéficier de nouvelles opportunités », s'est réjoui le ministre chinois des Affaires étrangères.

Outre les quatre grands événements diplomatiques prévus en Chine, Wang Yi a également présenté l'agenda du président chinois, Xi Jinping, qui assistera cette année au sommet des BRICS en Afrique du Sud, à la réunion des dirigeants écono-

miques de l'Apec en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au sommet du G20 en Argentine.

Faisant allusion aux critiques qui fusent de partout sur les relations extérieures de la Chine, le ministre des Affaires étrangères pense qu'« *il est temps d'arrêter de parler de la menace de la Chine* ».

« *Depuis des dizaines d'années, l'Occident ne cesse de faire toutes sortes d'analyse et de spéculation sur la Chine. Certains parlent de l'effondrement de la Chine et d'autres de la menace de la Chine. Il y a toujours de nouvelles versions de cette menace qui n'ont été que de moins en moins populaires. Parce que les faits parlent plus forts que les belles paroles* », a-t-il répondu, en concluant que, « *tous ceux qui n'ont pas de préjugés et qui ne pratiquent pas deux poids, deux mesures y voient des opportunités, mais non une menace* ».

Yvette Reine Nzaba

«...Aider les pays africains à accroître sans cesse leurs capacités de préserver la paix et la sécurité ».

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR

Le Petit Saint-Martin

Menu items visible on the board:
Soupe à l'Oignon, Hachis Parmentier, Cailles de Grenouilles, Blanquette de Veau, Terrine de Canard, Bœuf Bourguignon, Escalote d'Escargots, Pot au Feu, Asperges Blanches, Magret de Canard.

DESSERTS
Tarte Tatin, Mousse au Chocolat, Ile Flottante, Millefeuille, Profiteroles.

AU DÉPART DE BRAZZAVILLE

LA FRANCE

À PARTIR DE

611 500 FCFA TTC A/R

FRANCE KLM AIRFRANCE.CG

Retour, toutes taxes comprises et hors frais de service. Achetez dès le 16 janvier 2018 et voyagez dès le 23 janvier jusqu'au 25 juin 2018. Achat minimum 7 jours avant le départ, pour un séjour de 7 jours à 12 mois maximum. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous au +33 1 55 69 81 37 (coût d'un appel international vers la France 125 FCFA/min) de 8h à 19h ou auprès de votre agence de voyages.

AFRIQUE CENTRALE

La Comifac s'engage à restaurer le paysage forestier de la sous-région

Prélude au Conseil des ministres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), des experts se sont réunis le 13 mars à Brazzaville, pour préparer les documents d'orientation à la prise de décision.

La mobilisation des acteurs politiques, forestiers et partenaires à Brazzaville est une réponse aux menaces qui pèsent sur les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo. Les forêts de la République du Congo ainsi que celles des autres pays de ce vaste espace d'Afrique centrale font les frais des activités humaines le plus souvent illégales.

La sonnette d'alarme a été tirée, à ce sujet, lors de la conférence internationale à Bonn (Allemagne), en septembre 2011. Cette alerte a facilité la Déclaration de Kigali (Rwanda) sur la restauration des paysages forestiers, à travers la mobilisation des ressources.

« *L'un des objectifs opérationnels de cet engagement est d'inverser la tendance de la dégradation des forêts et des terres, en augmentant de 25% la superficie des terres reboisées et/ou dégradées d'ici 2025 dans tous les pays membres.* », a indiqué le secrétaire exécutif de la Comifac, Raymond Ndomba Ngoye.



Ces assises, a ajouté Raymond Ndomba Ngoye, sont censées statuer sur la situation de la Comifac et examiner les sujets brûlants, tels que l'organisation du troisième sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, l'élaboration d'une stratégie de mobilisation des ressources technique et financière pour la mise en œuvre de l'engagement de Bonn, la présentation de la nouvelle facilitation du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo.

Le Congo promet de planter un million d'hectares de forêts

Dans le cadre du Programme

national d'afforestation et de reboisement (Pronar), le Congo s'est fixé l'objectif de réaliser un million d'hectares de plantations forestières d'ici à 2020. Le pays qui se veut être en avant-première dans cette lutte contre la déforestation et le réchauffement climatique y a inclus 70% de plantations industrielles, 20% de plantations domaniales et 10% de petits promoteurs.

D'après la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, à ce jour, environ 1333 ha ont été cultivés, soit 800 ha de plantations forestières réalisées par

le Pronar ; 46 ha de plantations agroforestières réalisées grâce à WCS et le Service national de reboisement et 250 ha de plantations agroforestières par d'autres partenaires.

Planting d'arbres symbolique à Bambou Mingali ce mercredi

En effet, pour montrer l'exemple, les officiels et les participants devront se rendre sur un site réservé à Bambou-Mingali, district d'Ignié, dans le Pool nord, afin d'y planter des espèces d'arbres. Ils pourront aussi découvrir l'im-

Les participants posant en famille (Adiac) mensité des efforts abattus par le pays dans ce domaine.

« *Les enjeux planétaires sur le rôle que jouent les forêts du Bassin du Congo dans la lutte contre le changement climatique nous interpellent tous. C'est ainsi que nos chefs d'Etat, réunis à Paris, Marrakech et Bonn, ont confirmé leur engagement pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris et œuvrer contre ce fléau qui fait de l'Afrique le continent le plus vulnérable.* », a averti la ministre Rosalie Matondo.

Fiacre Kombo

AGRO-INDUSTRIE

Le Congo en voie de commercialiser à grande échelle la viande bovine

L'assurance a été donnée le 12 mars au chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, par des exploitants brésiliens œuvrant dans les ranches d'Oyo, dans le département de la Cuvette. La commercialisation annoncée d'ici à fin 2018 tient compte de l'augmentation du nombre du cheptel que compte la ranche, propriété privée du président de la République.

Évalué actuellement à près de dix mille trois cents têtes de bœuf, le nombre d'animaux composant les différentes fermes situées dans cette petite localité pourrait permettre au Congo de migrer progressivement vers l'agro-industrie et l'agroalimentaire. En matière d'approvisionnement en viande de bœuf, la République du Congo dépend fortement de l'extérieur, notamment du Tchad.

Pour atteindre cet objectif, la société brésilienne, Asperbras, s'attèle à la construction d'un abattoir destiné à rentabiliser les bœufs ayant atteint l'âge de la maturité, mais aussi de dynamiser le secteur de l'agroalimentaire au Congo, conformément aux prescriptions du gouvernement de réduire le taux des importations.

Selon les experts en la matière, cet abattoir vise à donner la possibilité aux Congolais de consommer local. Outre la viande bovine, il est également envisagé la commercialisation de la viande d'autruche.

A travers cette activité économique, il est prévu l'abatage de près de mille deux cents têtes de bœuf, qui passeront par une chaîne industrielle pour la distribution à l'échelle nationale, dans un premier temps, puis à l'échelle sous-régionale.

La Rédaction

SCIENCES

Un centre de recherche en énergies renouvelables à Oyo

La première pierre pour la construction de l'infrastructure a été posée, le 13 mars, par le président Denis Sassou N'Guesso.

Fruit de la coopération entre le Congo et la compagnie pétrolière Eni dont l'accord-cadre a été conclu le 31 décembre 2016, le centre d'excellence qui verra le jour à environ 400 km au nord de Brazzaville est dédié à la recherche sur les énergies renouvelables. L'objectif est de promouvoir l'accès à l'énergie fiable, durable et moderne ; favoriser une croissance économique soutenue et partagée ; établir des institutions de recherche et renforcer les capacités institutionnelles dans le secteur de l'énergie renouvelable.

Il est également attendu la promotion des investissements, de la recherche et de la technologie en matière d'énergies renouvelables au Congo et en Afrique. Le directeur régional d'Eni pour l'Afrique sub-saharienne, Guido Brusco, a signifié que la problématique de l'énergie se trouvait au centre des défis actuels du monde.

« *Le groupe Eni, a-t-il dit, entend être partie prenante auprès du Congo pour relever le défi de la recherche de l'énergie et faire face au changement climatique, en garantissant l'accès aux ressources énergétiques de manière*

efficace, durable à travers l'innovation et le développement des compétences, condition sine qua non au développement socioéconomique. ».

Deuxième opérateur pétrolier au Congo, le groupe Eni totalise cette année cinquante ans d'activité dans le pays. Le projet du centre d'excellence d'Oyo, qui sera réalisé par la société Zerock, mobilisera quelque trois cents personnes pour un coût total estimé à trente millions de dollars, soit environ seize milliards de francs CFA. L'ouvrage comportera un bâtiment R+, assorti des bureaux, des laboratoires, d'un atelier, ainsi que d'autres commodités. Les travaux du bâtiment dureront environ une année, à en croire le directeur d'Eni Congo, Lorenzo Fiorillo. Ce dernier a affirmé que « *le but du projet est la mise en place des technologies innovantes qui devraient supporter la recherche pour le développement durable et l'approvisionnement de l'énergie à travers les richesses au Congo et en Afrique. La recherche se focalisera sur la transition de l'énergie traditionnelle en énergie renouvelable et durable.* ».

Le Congo et la société Eni ne sont pas à leur première initiative commune, car la compagnie italienne a financé à hauteur de cinq cents millions de dollars (deux cent cinquante milliards de francs CFA) la construction de la Centrale électrique du Congo basée à Pointe-Noire, avec une capacité de production de 300 MW. Les deux parties envisagent d'étendre la production de cette centrale à gaz à 450 ou 600 MW, voire même 900 MW. Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, a indiqué que « *ce centre d'excellence va modifier le visage du système national de recherche scientifique et d'innovation technologique et créer ainsi une plateforme mutualisée de partage et d'échange d'expériences entre les chercheurs, les enseignants, les étudiants et le monde productif.* ».

Pour le ministre, à travers ce projet, « *le Congo et Eni marquent ainsi la volonté commune de renforcer leur rôle d'acteur du développement, favorisant la recherche sur les énergies renouvelables, l'accès à l'énergie et les opportunités du secteur privé dans le domaine de l'énergie.* ».

Christian Brice Elion

ECONOMIE NUMÉRIQUE

Le projet de la stratégie nationale validé

Approuvée le 9 mars à Brazzaville par les experts de plusieurs secteurs de l'administration publique et privée, la stratégie conduira la politique nationale. Elle devra permettre de positionner l'économie numérique comme un secteur majeur dans la diversification de l'économie nationale.

Sous la bannière du ministère des Postes, télécommunications et de l'économie numérique, le Congo s'est doté d'une stratégie nationale de développement du secteur. La stratégie, qui sera prochainement adoptée par le Conseil de ministres, va favoriser un accès équitable aux services numériques pour tous les citoyens.

Elle devra, à la lumière du rapport final des travaux d'experts, développer de nouvelles compétences et des activités innovantes créatrices de valeur ajoutée, moderniser les usages et les pratiques des services publics et accroître les contenus numériques. Par ce projet, le gouvernement souhaite mettre en place les principes d'une bonne gouvernance du numérique, en garantissant la sécurité et la protection de la vie privée des utilisateurs dans le cyberspace.



Léon Juste Ibombo, entouré du ministre de la Recherche scientifique et du représentant de Huawei, lors de la clôture des travaux (DR)

La stratégie validée relève d'un plan national de développement de l'économie numérique proposé par le ministère de tutelle et ayant fait l'objet de contributions multisectorielles pendant plusieurs semaines. Il engage désormais le Congo à aller vers l'innovation numérique pour prétendre à une place de référence dans le cyberspace africain.

« La stratégie contribuera efficacement à lutter contre la pauvreté dans notre pays en faisant du numérique un levier majeur pour la compétitivité des entreprises, l'attractivité du Congo en matière d'investissements directs et la diversification de l'économie. », a souligné le ministre des Postes, télécommunications et de l'économie numé-

rique, Léon Juste Ibombo, à la fin des travaux.

La validation de cette stratégie est une « œuvre histo-

rique », selon le ministre, car elle vient de doter le Congo « d'un document d'orientation et de référence ». Ce texte devra soutenir la course vers le développement ainsi que la compétition économique, dans un avenir qui se traduit par une concurrence en intelligence numérique, a, pour sa part, indiqué le vice-président Afrique de la société Huawei, Chen Zhijun. Comme ZTE qui a signé quelques jours plutôt, à Barcelone, un protocole d'accord avec le Congo pour la mise en œuvre de cette stratégie, Huawei se dit être partenaire pour l'implémentation de la politique nationale de l'économie numérique. Le gouvernement entend nouer des partenariats stratégiques avec d'importantes sociétés et d'institutions habilitées pour tenir le pari.

L'atelier de validation de la stratégie a connu la participation des représentants de plusieurs institutions de la République, à l'instar de la présidence de la République, la primature, le parlement, les membres du gouvernement, le Conseil supérieur de la liberté de communication. Des institutions internationales comme le Pnud, la Banque mondiale, l'Asecna, les administrations publiques, des établissements universitaires de technologie, des sociétés privées, ont pris part aux travaux.

Quentin Loubou

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

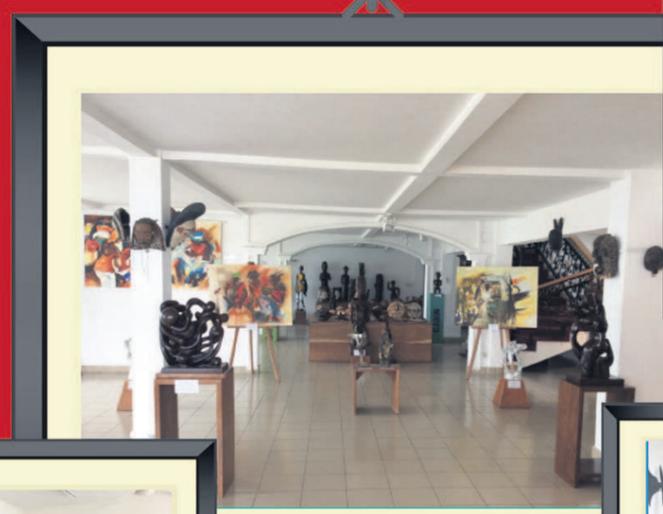
SCULPTURES

CÉRAMIQUES

PEINTURES

MUSIQUE







L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Le public édifié sur le rite tchicoumbi

Une conférence sur les bienfaits du rite de préparation au mariage pratiqué par l'ethnie vili a été animée, en marge de la célébration de la journée du 8 mars, par les sages des départements du Kouilou et de Pointe-Noire.

La cérémonie sur le tchicoumbi a été rehaussée à Pointe-Noire de la présence du Premier ministre, Clément Mouamba, de l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, des membres du gouvernement, du corps diplomatique et autres invités de marque.

C'est le président du conseil départemental des sages, Jean Baptiste N'Goma Mavoungou, orateur du jour, qui a développé, sans la moindre pudeur, les différents sous-thèmes suivants : l'adhésion involontaire de tchicoumbi ou kikoumbi ; les attributs de tchicoumbi ; l'éducation sentimentale et la raison d'être de ce rite. Selon l'orateur, quand s'ouvre le rite kikoumbi, il va sans dire qu'un mariage se prépare en secret. Un conjoint a pu être repéré ou alors la jeune fille a fait l'objet d'une démarche matrimoniale. La fille est prise par surprise, car kikoumbi ne s'annonce jamais à la future candidate, sauf à ceux qui ont décidé de lui faire subir l'épreuve. On lui tombe dessus avec la rapidité de l'éclair, au cours d'un psychodrame qui prend les allures d'un rapt, d'un guet-apens ou simplement d'un kidnapping. Il s'agit d'un rapport



Une exhibition de la danse tchicoumbi (Crédit photo Adiac)

de force. Une fois la novice séquestrée, le groupe de femmes (les matrones) prennent la jeune fille en charge dans une case isolée. Elle est alors âgée de 16 à 19 ans. Le rôle de matrone est assuré soit par un prêtre, une prêtresse, soit par les propres parents de la jeune initiée vili, parmi lesquels ses tantes maternelles ou paternelles, et ses sœurs. Pendant la période d'incarcération collective de la jeune fille par des prêtresses et des majorettes, elle y subit une éducation sentimentale que se chargent de lui transmettre celles qui l'initient à sa future

vie conjugale. Parfois, ces prêtresses se transforment en professeurs en sexologie et en initiation érotique en lui faisant prendre conscience des zones érogènes de son propre corps.

Les majorettes veillent à ce qu'elle respecte les interdits. La nuit, elles lui racontent des anecdotes. Tous les matins, elles ont l'obligation de lui appliquer la mixture rouge sur tout le corps. Ainsi, le corps de la fille est enduit d'un talc rougeâtre appelé « toukoula » obtenu grâce à la macération de l'écorce du kaolin.

Education sentimentale

La réclusion dure un à deux mois, une éternité pour la candidate mais une durée temporelle indispensable à l'efficacité du rituel. Le système n'est pas strictement carcéral. Certains soirs, au crépuscule, on opère une sortie pour aller faire danser la fille.

Par hypothèse, la virginité est de règle dans le système kikoumbi. Il est de bon ton que la fille entre vierge au mariage (dans tous les sens du terme). Si la jeune fille a déjà perdu sa virginité, ses chances d'accéder à l'étape suivante (le mariage) seront à la discrétion de son futur conjoint, autant dire

de sa future belle famille. Généralement, il y a une fin de non-recevoir.

Dans ce monastère traditionnel, la fille reçoit une éducation pré-matrimoniale. Kikoumbi est confié à des femmes (des matrones) dont la mission consiste à préparer la future mariée en lui signifiant qu'elle n'est plus une fille comme les autres même si les autres filles sont comme elles (en apparence). C'est une leçon de chose où l'on apprend à la jeune fille les fonctions naturelles de son corps. Il s'agit donc d'une école, d'un cours de sexualité, d'un discours sur le corps de la femme en vue de la préparer à recevoir le corps de l'homme, son futur conjoint.

Cette période de réclusion donne tout son caractère sacré à ce rite doublé d'un aspect théâtral. Le caractère théâtral est renforcé par les chants et des chorégraphies esquissés par tous les pensionnaires du kikoumbi.

Durant tout le temps qu'elle restera enfermée, la jeune fille ne se lave pas, à l'exception des bains intimes et de bouche. Après l'ablution sabbatique qui marque la fin de tchicoumbi, la jeune fille est prête pour le mariage.

A la fin de l'exposé, pour lier la théorie à la pratique, quelques jeunes filles, originaires de la contrée, ont fait une démonstration de la danse tchicoumbi.

Yvette Reine Nzaba

MÉDIAS

Philippe Mvouo mène un plaidoyer pour la tenue des assises nationales de la presse

Le président du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) s'est entretenu sur la question, le 13 mars, avec le maire de Brazzaville, Christian Roger Okemba.

La date de la tenue des états généraux de la presse congolaise, initialement prévue en mai 2017, reste encore à déterminer. Soucieux de tenir ces assises après les premières organisées en 1992, le président du CSLC est allé échanger sur le sujet, à l'hôtel de ville, avec le maire de Brazzaville.

« Nos relations avec la mairie sont tout à fait naturelles. Nous sommes venus présenter au maire nos préoccupations fondamentales, à savoir l'organisation prochaine à Brazzaville des assises nationales de la presse. Nous ne pouvons pas le faire

sans préalablement informer le premier citoyen. », a indiqué Philippe Mvouo. Les premiers états généraux de la presse congolaise avaient réuni quelque trois cents délégués. Vingt-six ans passés, les vrais problèmes de cette presse ne sont pas entièrement résolus. « Nous sommes en train de mener un plaidoyer pour que tout le monde soit sensibilisé à la tenue de ces assises. La presse gère ou régule au quotidien la vie de tout le monde et donc on ne peut pas la négliger. Mais nous constatons simplement qu'aujourd'hui notre presse ne nous satisfait pas dans sa pratique. », a ajouté le président du CSLC.

Philippe Mvouo s'était fait accompagner de plusieurs délégués de la société civile dont les représentants des syndicats des journalistes, de l'Observatoire des médias congolais, ainsi que celui de l'Association des

éditeurs des médias congolais.

« Vingt-six ans après, le diagnostic que nous posons est si triste. C'est ainsi que nous nous disons qu'il faut absolument revoir comment la presse peut participer valablement à la vie nationale. Nous ne voulons pas avoir une presse qui n'est à même de répondre aux aspirations du peuple. Une presse qui ne puisse pas accompagner le gouvernement dans son action et qui ne soit pas capable d'appuyer le programme du président de la République ou qui marche à contre-courant de la vision du président. Rien ne peut marcher quand le peuple est mal informé. », a-t-il conclu.

Bien que le calendrier et le programme définitifs de ces assises ne soient pas encore connus des journalistes, en 2017, un comité technique chargé d'élaborer les documents avait été mis en place pour



Philippe Mvouo (DR)

peaufiner le travail.

« La presse joue pour nous un très grand rôle. Nous venons d'être informés et très sagement nous menons une réflexion. Nous prenons le temps qu'il faut, mais ce qui est vrai, nous allons apporter une contribution significative. », a promis Christian Roger Okemba,

maire de Brazzaville.

Rappelons qu'en 2017, le ministre de la Communication, Thierry Lézin Mougalla, avait défini que les assises nationales de la presse devraient porter sur trois volets, à savoir la technologie ; la déontologie et la formation.

Fortuné Ibara

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Magazines



Chemises à rabat



Cartes de visite



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

WORD LEADER SOLUTION CRÉE VOTRE ENTREPRISE EN 48 H

- Régistre de commerce et de crédit mobilier en 24H
- SCIENT et SCIENT en 48H
- NUI en une semaine

Vend au Plateau des 15 ans:

- une villa rue Nvindza, proche de l'av. des 16^e, 85 millions;
- un terrain nu à Batignolles 70 millions proches de Bopaka.

Téléphone : **05 592 24 84**

IN MEMORIAM

14 mars 2014- 14 mars 2018
Voici quatre(4) ans déjà que le Seigneur a rappelé à lui Mme Damarie Dzaba. En ce jour de triste anniversaire son époux, ses enfants, ses petits enfants, voudraient qu'elle sache qu'ils pensent très fort à elle et prient tous ceux qui l'ont connue et aimée d'avoir une pensée pieuse pour le repos de son âme.



NÉCROLOGIE

Sandrine Atipo, agent de TéléCongo, les familles Itoua, Atipo, Ebobolo, Bon, Malonga, Kalynsh Kaba et la grande famille d'Etaba annoncent aux parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, fils et neveu, Jofrel Itoua, survenu le dimanche 11 mars 2018 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°14 de la rue Mvoubi, entre l'avenue Miadeka et Madoukou. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



AVIS DE SERVICE AU CABINET NORBI

Pour vos mémoires, discours et livres de tous genres (romans, essais, nouvelles, pièces de théâtre, recueils de poèmes et contes), le cabinet de relecture «Norbi» se met à votre disposition. Il mettra du soin à votre syntaxe, votre vocabulaire et même à l'orthographe.

Contacts : 04 494 08 57 -/ -06 995 49 46.
Norbi est votre meilleur partenaire
Merci!

GD INFORMATIQUE

Votre activité nécessite des outils informatiques adaptés à votre métier et à votre organisation ! En collaboration étroite avec vous, nous développons un logiciel simple, efficace et entièrement adapté à votre activité et à votre façon de travailler... En outre, nous avons des formations en Excel et en Access toutes personnalisées et adaptées à vos objectifs en entreprise et en salle.

Contact : (242) 05 568 48 05 / 06 626 19 43
E-mail : gd16.informatique@gmail.com



DAVIDO AFRICA TOUR 2018

Airtel, Sponsor officiel
du concert à Brazzaville



L'artiste International d'origine Nigériane, **DAVIDO**, star au sommet de sa gloire, a livré dans le cadre de sa tournée africaine, dénommée '**30 BILLION AFRICA Tour**', l'un de ses plus grands concerts à Brazzaville ce samedi 10 mars, sur l'esplanade du palais de parlement avec le support d'Airtel Congo, le réseau des Smartphones.

Organisé par LOFTMEDIA, un promoteur de spectacle local, l'évènement a débuté avec un quizz qui a fait gagner aux abonnés airtel divers lots tels que des **Smartphones, des cartes de recharge, des polos et casquettes...**



Précédé en première partie, par des talentueux artistes locaux : **FOX NEGA, DUCE, DJ Boggie Black, A6**, le spectacle s'est déroulé de **20H à 1H13** du matin devant une foule d'environ **5000 fans** en extase...

L'artiste a fait son apparition sur la scène aux environs de 00H avant de tenir un peu plus d'une heure de show. Commenant par son single **DAMI DURO**, l'artiste a offert un spectacle très émouvant avant de conclure par le célèbre morceau **FALL** sorti en 2017. L'un des points culminant du spectacle a été le moment où **DAVIDO** a brandi le Drapeau du Congo sur scène, comme pour montrer son attachement à ses fans Congolais.



La veille du concert, le vendredi 09 mars à 14H, **DAVIDO** accompagné du directeur de Sony music, sa maison de production, a donné une conférence de presse au Radisson Blu, en présence du **Directeur Marketing D'Airtel Congo, Monsieur SERGE D'OLIVEIRA**.

Dans son allocution, Monsieur D'OLIVEIRA a déclaré que : « **AIRTEL Congo, porté par la promotion des jeunes talents au niveau local et international, ne pouvait pas rester en marge d'un tel évènement** ». Il a en outre précisé aux journalistes présents lors de la séance de questions-réponses, qu'au niveau d'Airtel, l'accent est d'abord mis sur la promotion des artistes évoluant au Congo. Il a ainsi donné comme exemple l'artiste dont il fait la promotion depuis bientôt 1 an, en tant qu'ambassadeur de la marque Airtel, **Makhalba Malecheck**, Lauréat du meilleur CLIP aux **Beatstreet Awards 2017**, cérémonie de récompense des musiques urbaines.



Après Kigali, Kinshasa et Brazzaville, **DAVIDO** continue sa tournée à Douala, Niamey et Dakar.

ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

Les agents éduqués sur l'arrestation et détention des personnes

Un atelier de formation des agents de la force publique et de la Maison d'arrêt de Pointe-Noire a été organisé, le 12 mars, par le Consortium panafricain des droits de l'Homme et de lutte contre la toxicomanie.

La formation a mobilisé une vingtaine de participants des directions départementales des Droits humains et des libertés fondamentales, de l'administration pénitentiaire, de la Maison d'arrêt zone sud, de la police, du commandement de la Région de gendarmerie de Pointe-Noire/Kouilou, des représentants des ONG et associations de défense des droits et des libertés fondamentales de l'homme. Elle entre dans le cadre du projet Mandat, qui



Les participants à l'atelier/crédit photo Adiac

Les agents ont également plaidé pour la mise en place d'un cadre de concertation entre la justice, la force publique, les administrations et les ONG œuvrant pour la défense des droits et libertés fondamentales de l'homme.

visé à contribuer au renforcement de l'État de droit en encourageant une diminution des détentions arbitraires et

des actes de torture, de trai-

tements cruels, inhumains et dégradants en République du Congo en général et dans le département de Pointe-Noire

en particulier. L'Observatoire congolais des droits de l'homme et l'ONG française Agir ensemble pour les droits de l'homme, l'instrument de l'Union européenne chargé de la promotion de l'Etat de droit et de la démocratie, sont les partenaires techniques et financiers dudit projet.

Plusieurs exposés ont été

faits sur entre autres thèmes : «Le contexte juridique international sur les droits des détenus», «Le cadre juridique national relatif à la détention des personnes», «Le guide pratique à l'usage du détenu». Des communications ont permis, selon les objectifs de l'atelier, de renforcer les capacités professionnelles

des participants sur l'arrestation et la détention des personnes. Ils ont été informés afin de prendre connaissance de la loi contre la torture, les arrestations arbitraires, les traitements cruels, inhumains et dégradants des personnes. Les participants ont aussi été éclairés sur la nécessité de respecter la dignité humaine, même dans un régime de détention, par la mise en œuvre de la loi contre la torture.

Satisfaits de la formation reçue, ils ont pris l'engagement de traduire dans les faits les acquis de l'atelier. Aussi ont-ils souhaité que de pareilles formations soient organisées régulièrement tout en émettant le vœu que l'État améliore leurs conditions de travail dans les lieux de détention. Les agents ont également plaidé pour la mise en place d'un cadre de concertation entre la justice, la force publique, les administrations et les ONG œuvrant pour la défense des droits et libertés fondamentales de l'homme.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DEPECHE
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

14, boulevard Pétis-Saïco-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE DU CONGO

Un nouveau temple pour les paroissiens du centre ville

Le nouveau temple a été dédié, le 11 mars, par le pasteur Edouard Moukala, président de l'Église évangélique du Congo (EEC), en présence de Pedro Antonio, président de l'Église évangélique d'Angola, du corps ecclésiastique, des autorités locales, des paroissiens et des invités.

L'idée de bâtir un temple à Dieu à l'endroit où se trouve l'ancien temple est née de l'abandon de la volonté qui avait longtemps animé le peuple de Dieu de l'actuelle paroisse du Plateau de vouloir étendre son aire de culte qui se restreignait à grande vitesse au fil des années. L'abandon de cette intention s'est soldé par l'arrêt des démarches visant à acquérir l'espace avoisinant ledit terrain. Durant des années, les travaux d'extension et de modernisation du temple se sont avérés pourtant nécessaires et impérieux à cause de l'augmentation exponentielle des fidèles. L'accession de l'annexe ville à l'autonomie paroissiale sous le nom de la paroisse du plateau, le 7 juin 1998, a été un déclic non négligeable dans l'optique de voir ériger un temple au centre ville ayant une capacité d'accueil importante.

Avec la pose de la première pierre pour la construction du temple par le révérend Patrice Nsouami en présence du député maire de la ville de l'époque, Roland Bouiti Viaudo, le 22 juin 2008, le projet né des années 1992 sous la direction du pasteur Jacques Roques devient réalité. Bon an mal an, les travaux effectués par les entreprises de la place ont avancé au gré des fonds alloués pour leur réalisation. Aujourd'hui, c'est un nouveau temple qui est érigé au Centre ville. Un temple construit avec les normes de construction moderne respectant les règles de l'art en la matière. C'est un ensemble composé de trois grandes parties. Le temple peut contenir 2 000 places (1500 au rez-de-chaussée et 500 à la mezzanine). Il est surmonté d'une tour de 30 m au dessus duquel est placée une cloche. Un bâtiment servant de bureaux et de locaux divers a également été construit à l'arrière plan du temple. Ces travaux ont coûté 603 679 671 F CFA. Les fonds proviennent des cotisations des



Une vue du temple du Plateau/credit photo Adiac

paroissiens, des dons et des contributions diverses. Après la coupure du ruban symbolique par le président de l'EEC, il a été procédé à l'ouverture des portes suivie de la procession d'entrée dans le

temple et de l'acte de dédicace par le président de l'EEC sur le thème général « Venez, chantons avec allégresse à l'Éternel, le grand Dieu au dessus de tous les dieux », psaume 95.

Hervé Brice Mampouya

THÉÂTRE

«L'heure hybride» au rendez-vous à l'IFC ce week-end

Les mots du livre de Ketty Mars « L'heure hybride » seront repris, le 17 mars à Pointe-Noire, à travers une représentation théâtrale de Pierre-Claver Mabiala.



Ketty Mars/credit photo DR

Dans son livre, Ketty Mars fait un autoportrait légèrement complaisant de Jean-François Éric l'Hermite, dit Rico, gigolo de profession qui exerce ses talents dans la République démocratique d'Haïti. Son écriture incisive et directe percute les esprits et trouble les sens des lecteurs dans un tempo syncopé où se mêlent sexualité ambiguë, monde de l'enfance, mensonge et pureté.

En effet, le roman retrace l'histoire d'un homme qui, le jour allongé sur son lit, observe le temps coulant au rythme des gouttes de sa sueur et des modulations de la radio distillant les informations quotidiennes de la société haïtienne. Face à lui-même, il laisse venir en son âme le fantôme d'Irène, la mère partie trop tôt, seule femme aimée et idéalisée jusqu'à l'obsession. Dans un pays où tout est pardonnable sauf la pauvreté, Rico, ni blanc ni complètement noir, enfant bâtard d'une famille aisée qui ne lui a légué que son nom en héritage, navigue entre deux eaux,

mettant à profit les ambiguïtés de ses origines pour subsister. « La nature m'a fait don d'une belle gueule, ni blanc ni tout à fait noir; ni gras ni trop maigre, plutôt grand avec des muscles saillants et nerveux. On me décrit comme un mulâtre brun, un grief ou un grimaud amélioré. », dit Rico. Et de poursuivre que toute nuance de peau tendant vers le clair garantit une certaine estime et a priori de bonne extraction.

À travers le regard de Rico, beau gosse mais fauché et mystificateur de talent, le roman de Ketty Mars vous embarque dans un Port-au-Prince interlope, peuplé d'êtres égarés dans les brumes de l'alcool et de la solitude, brochant avec force tous les paradoxes d'Haïti vécus au quotidien. Pierre-Claver Mabiala récupère tous ces mots pour en faire une pièce de théâtre. Celle-ci sera présentée le week-end dans la salle de l'IFC de Pointe-Noire. Un rendez-vous à ne pas manquer.

Hugues Prosper Mabonzo

PARTENARIAT

ASI et les CSI facilitent l'accès aux services de santé aux jeunes filles vulnérables

L'ONG Actions de solidarité internationale (ASI), en partenariat avec l'Association congolaise pour le bien-être familial (ACBF), le ministère de la Santé et Initiative 5%, a signé des conventions le 12 mars à Pointe-Noire avec sept centres de santé intégrés en vue du projet : «Renforcement de l'accès à des services de santé de qualité pour les jeunes filles en situation de vulnérabilité et les professionnelles du sexe (PS) à Brazzaville et à Pointe-Noire».

La cérémonie de signature des conventions entre ASI et les CSI s'est déroulée dans la salle de réunion du district sanitaire n°III à l'hôpital de base de Tié-Tié. Le coordonnateur de l'ASI Pointe-Noire, CYR Parfait Dibala, a paraphé l'accord avec les responsables de sept centres de santé intégrés qui accompagneront la mise en œuvre de ce projet financé par Initiative 5% pour une durée de 2 ans allant du 1er juillet 2017 et au 30 juin 2019. Parmi ces CSI, il y a ceux de Tié-Tié, Ngoyo, Sifumu, Loandjili. Le coordonnateur de l'ACBF, Clément Mvembé, et Napoléon Nzaba, chef de service action sanitaire et d'autres partenaires impliqués dans le projet ont été présents.

Le projet vise plusieurs objectifs dont le but principal est de contribuer à l'amélioration de l'accès de 1700 jeunes filles en situation de prostitution de survie et leurs enfants aux services de santé de qualité à Brazzaville et Pointe-Noire. Cette cérémonie a été couplée au lancement officiel dudit projet dont les

activités ont démarré depuis juillet 2017. Le projet entend également renforcer les compétences des 270 professionnels de santé des dix-huit structures de santé impliquées dans le projet en matière d'accueil et des droits des patients, a indiqué Cyr Parfait Dibala. Pour atteindre les résultats attendus, a-t-il poursuivi, il est nécessaire d'adapter et de créer des outils spécifiques par thématiques, notamment la prise en charge prénatale, la prévention des avortements par le planning familial, l'hygiène, l'utilisation des médicaments contrefaits, le paludisme, la formation de soixante animateurs d'ASI, de l'ACF et les sous-bénéficiaires du Fonds mondial à l'utilisation des outils. Sans oublier de réaliser quatre-vingt-seize sensibilisations dans les rues par mois et trente-deux dans les centres d'ASI pour les mineurs. «Votre présence en ces lieux signifie que vous êtes un maillon très important dans la mise en œuvre de ce projet et nous comptons sur chacun de vous pour son succès», a dit Cyr Parfait Dibala aux responsables des centres de santé.

De son côté, le coordonnateur de l'ACBF a indiqué que c'est une occasion de sensibiliser le public à la situation des PS en République du Congo en général et à Pointe-Noire en particulier. « Les PS, principales bénéficiaires de ce projet, constituent un public très marginalisé, stigmatisé et vulnérable », a-t-il indiqué. D'après une enquête comportementale couplée à la sérologie VIH chez les PS du Congo menée en 2012, a-t-il poursuivi, la prévalence du VIH-sida est largement au dessus

de la moyenne générale, 5,5%. « Les PS évoluent dans un environnement insalubre lié à leur condition de vie. Elles se distinguent par l'utilisation des médicaments contrefaits facilitant ainsi les infections aux trois grandes pandémies, à savoir le paludisme, le VIH-sida et la tuberculose. Par ailleurs, on note chez les jeunes filles mineures en situation de prostitution de survie, l'accès inégal aux soins de santé, d'après une enquête menée par ASI en 2014 », a-t-il ajouté avant de souligner que ce projet se propose de relever les défis avec le concours de toutes les parties prenantes.

Prenant la parole, un responsable de CSI a, au nom de ses collègues, approuvé la convention. « Notre présence ici témoigne de suffisance que nous avons accepté de tout notre cœur que ce projet soit appliqué dans les CSI de Pointe-Noire en vue de donner les soins de qualité à la population. Nous ne sommes pas là pour faire une distinction, la population est la même. C'est pourquoi j'interpelle l'ensemble des chefs de CSI d'appliquer à la lettre ce qui vient d'être dit pour que notre population trouve satisfaction dans nos activités quotidiennes », a-t-il déclaré. Notons que les frais de consultation, des soins et des examens sont réduits pour les PS. Content de ce partenariat, un des bénéficiaires, Ngonimba Teddy Esperance, a remercié les parties prenantes pour cet engagement qui va désormais faciliter leur accès aux soins de santé de qualité.

Charlem Léa Legnoki

FÊTE DU PRINTEMPS CHINOIS À BRAZZAVILLE

L'université Marien-Ngouabi rend hommage à Confucius

Le célèbre savant chinois a été honoré la semaine dernière, dans la capitale congolaise, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, et de l'ambassadeur de Chine au Congo, Xia Huang, arrivé au terme de sa mission diplomatique.

Dans son allocution de circonstance, le directeur de l'institut Confucius de l'université Marien-Ngouabi a retracé le parcours de Confucius, ce grand savant chinois. L'institut Confucius, a déclaré Antoine Ngakosso, tire son nom de ce grand penseur, pédagogue, musicien ainsi que fondateur du confucianisme à la fin de la période des printemps et autonomes, il y a plus de 2500 ans. Il a consacré toute sa vie à la cause pédagogique en initiant un système de méthodes pédagogiques efficaces. Confucius a promu des principes d'étude correcte, proposé des concepts pédagogiques d'une influence profonde et durable, et donné un bel exemple d'enseignant de vertu. Bref, il fut un homme de bonne vertu, honnête, optimiste et énergique à la recherche d'une société idéale.

Sur le plan éducatif, Confucius a mis l'accent sur l'association de l'apprentissage et de la réflexion. A cet effet, il a proposé des points de vue comme « On sera perplexé si l'on ne réflé-



Des Congolais pratiquant les arts martiaux chinois (Adiac)

chit pas sur ce qu'on a appris et on sera relâché si l'on réfléchit sans apprendre les nouvelles connaissances ».

Créé en 2012, suite à un accord de coopération signé avec l'université de Jinan en Chine, l'institut Confucius, en tant qu'établissement d'enseignement de la langue et de la culture chinoises, constitue un pont en faveur des échanges et de l'amitié entre les peuples chinois et congolais. Depuis sa création, il a formé plus de trois mille apprenants, parmi lesquels figurent des étudiants, élèves, fonctionnaires et hommes d'affaires.

L'institut Confucius enseigne non seulement la langue chinoise, mais également en-

richit les connaissances à travers des activités culturelles multiformes. Depuis 2013, l'institut Confucius de l'université Marien-Ngouabi a permis à ses apprenants de visiter la Chine pour participer aux campings d'été, à la formation en langue chinoise et aux enseignants de participer aux séminaires de formation dans ce pays. Un poème classique chinois intitulé « Plus on se connaît, plus on est bon ami, plus on est bon voisin, plus on s'approche », illustre bien cette coopération culturelle entre le Congo et la Chine.

Le vice-recteur de l'université Marien-Ngouabi chargé des affaires académiques, le Pr Jean Maurille Ouamba, a rap-

pelé que le Congo et la Chine sont des vieux amis. L'institut Confucius de l'université Marien-Ngouabi est l'un des fruits de cette relation.

Depuis son ouverture officielle en 2013 jusqu'à maintenant, l'université de Jinan et l'université Marien-Ngouabi conjuguent des efforts pour le bon fonctionnement et le développement de cet institut. Il a informé l'auditoire que l'institut Confucius de l'université Marien-Ngouabi a reçu, le 12 décembre dernier à Xi'an, en Chine, le prix du Meilleur institut Confucius de l'année 2017. « Ce prix est une récompense collective, il met en lumière la qualité des enseignements dispensés par notre institut.

Ainsi, notre institut se place comme l'institut de référence de la promotion de la langue et de la culture chinoises en Afrique centrale. », s'est-il félicité.

Fort de ce résultat, l'université Marien-Ngouabi compte relancer, cette année 2018, sa demande de projet pour la construction de l'institut Confucius modèle. Une fois construit, cet institut permettra la formation des enseignants congolais de langue chinoise et l'ouverture d'un parcours-type de cette langue. Cela permettra aux nombreux congolais désireux d'apprendre le chinois d'avoir une formation qualifiante et professionnelle.

L'ambassadeur de Chine, Xia Huang, a placé la cérémonie sous trois signes, de même qu'il a félicité la marque de l'hospitalité congolaise avant de réaffirmer son attachement au Congo.

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a félicité la République populaire de Chine pour tout ce qu'elle ne cesse de faire pour le Congo. Il a remercié également l'ambassadeur pour le merveilleux travail accompli en lui offrant des présents ainsi qu'à son épouse. La cérémonie était marquée par quelques prestations des arts martiaux chinois et chants.

Bruno Okokana

CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECTE LIGUE 1

Le choc au sommet Cara-Diables noirs reporté

La 9^e journée de la compétition qui s'est achevée le dimanche a connu une saveur particulière avec le report de deux de ses derbys.

Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) et La Mancha, qui disputeront ce week-end leur manche retour des seizièmes de finale de la Coupe africaine de la Confédération, n'ont pas voulu prendre de gros risques en jouant les matches de la 9^e journée du championnat national de football d'élite. Ils ont tous les deux demandé un report. Un derby de plus reporté pour les Diablotins qui devaient s'opposer aux Aiglons. Déjà, Diables noirs-Etoile du Congo comptant pour la 4^e journée est à reprogrammer. Ce match ne s'était pas disputé le 11 février parce qu'à cette date, l'AS Otoho recevait le Mouloudia club d'Alger en match aller des préliminaires de la Ligue africaine des champions. Mais qu'à cela ne tienne, ce deuxième report n'influence guère la position des Diables noirs (dix-huit points). Les Diablotins gardent la tête du championnat même sans jouer. Puisque l'Athlétic club Léopards n'a concédé qu'un but partout devant Saint-Michel de Ouenzé, la lanterne rouge. Les Fauves du Niari avaient ouvert le score à la 2^e mn par Deldi Goyi mais Mpelé Obo égalisait à la 64^e mn. Les Léopards (seize points) devançant par contre d'une unité les Aiglons. La Jeunesse sportive de Talangaï (JST) a, quant à elle, profité de la défaite de l'Etoile du Congo à Pointe-Noire 0-1 face à l'AS Cheminots pour la dépasser. La JST a battu le FC Kondzo 1-0 puis prend provisoirement la 4^e place à égalité de points avec l'AC Léopards de Dolisie. V Club Mokanda les a aussi rejoints à seize points après sa victoire 2-1 sur Tongo football club. Les autres résultats de la journée ont vu la Jeunesse sportive de Poto-Poto prendre le dessus sur Patronage Sainte-Anne 1-0 puis Nico-Nicoyé a eu raison de l'Interclub 2-1.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

Angleterre, 18^e journée, 1^{re} division U23

West Ham et Grady Diangana, titulaire, chutent à domicile face aux U23 de Chelsea (0-1).

Angleterre, 28^e journée, 3^e division U23

Match reporté pour les U23 d'Ipswich Town et Chris Goteni face à Watford.

Espagne, 29^e journée, 3^e division, groupe 3

Yhoan Andzouana est entré à la 77^e pour tenir le score lors du précieux succès de Peralada sur le terrain du Pena Deportivo (1-0). La réserve de Girona fait un pas supplémentaire vers le maintien.

France, 29^e journée, 2^e division Bourg-en-Bresse l'emporte à Lens en fin de match (1-0). Remplaçant, Kévin Koumbemba a été remplacé à la 53^e.

Grèce, 25^e journée, 1^{re} division Grosse gifle à domicile pour le FC Plataniakos face à l'Olympiakos (0-4). L'équipe de Clevid Dikamona, titulaire dans l'axe, est lanterne rouge.

Italie, 28^e journée, 3^e division, groupe C

Bisceglie et John-Christopher Ayina, entré à la 83^e, sont tenus en échec par Cosenza (0-0).

Serbie, 27^e journée, 1^{re} division Le Javor Ivanjica chute chez le Rad Beograd (0-2). Sans Scott Bitsindou, qui parfait sa condition physique.

Suisse, 24^e journée, 2^e division Le Servette, sans Dominique Malonga, abandonne deux points face à Wohlen (1-1).

Aarau et Igor Nganga, titulaire, s'inclinent à domicile face au Rapperswil-Jona (0-1).

Ukraine, 1^e journée des play-offs, 1^{re} division

L'Olimpik Donetsk remporte une victoire importante sur le terrain de FK Karpaty Lviv (3-0). Renvoyé en réserve la journée précédente, le défenseur central a livré un match solide face au remuant Akulinin. Serré de près, ce dernier s'est énermé et a fini par être expulsé à la 64^e, facilitant le succès de l'Olimpik; averti à la 77^e. Une de ses meilleures prestations de la saison pour Illoy-Ayyet, désigné dans l'équipe-type de la journée par les sites spor-

tifs footboom.com, ua-football.com et profootball.ua.

Afrique du Sud, 8^e de finale de la Coupe

Harris Tchilimbou, averti à la 48^e, a été remplacé à la 90^e lors de la qualification des Free State stars face à Chippa United (2-1).

Algérie, 22^e journée, 1^{re} division L'US Blida de Saira Issambet chute chez l'USM Bel Abbès (0-1).

Angola, 5^e journée, 1^{re} division Le Recreativo Libolo de Julssy Boukama Kaya bat Sporting Cabinda (1-0). Et se classe à la 3^e place avec 9 points.

Maroc, 20^e journée, 1^{re} division Las FAR Rabat d'Ismaël Ankobo, blessé de longue date, chute chez le Difaa El Jadida (0-1).

Tunisie, 21^e journée, 1^{re} division Défaite à domicile pour le CA Bizertin de Jacques Médina Témopélé, remplaçant, face à Métlaoui, samedi à 14h30

Pas de vainqueur entre Zarzis de Christ Bopoumela et Cyld Mouanda et l'US Monastir de Sagesse Babél (0-0).

Camille Delourme